

Le 4 septembre contre le racisme, le 7 pour les retraites :

par MILLIONS dans la RUE!



Paris, 24 juin. Manifestation intersyndicale contre la réforme des retraites. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Pour faire plier le gouvernement sur la contre-réforme des retraites et contre sa politique raciste et sécuritaire, une seule solution : se mobiliser par millions et préparer la grève générale.

Dans la campagne unitaire pour conserver la retraite à 60 ans, il y a beaucoup du rapport de forces global entre les classes qui est un train de se jouer. La situation dans quelques semaines ne sera pas la même si Sarkozy fait passer la réforme ou si, au contraire, le mouvement ouvrier réussit à la stopper.

L'impopularité de la réforme – qui est certaine – ne sera pas suffisante pour la stopper parce qu'on est tous confrontés au même problème : un certain recul des luttes, un certain reflux

social, un certain ressac des mobilisations sociales. Depuis deux ou trois ans, peu de luttes ont été victorieuses. C'est lié à une stratégie d'éparpillement des luttes qui n'a que trop duré. C'est aussi lié à l'impact immédiat de la crise économique sur les consciences. Cette crise économique qui a débuté, il y a maintenant deux ans, est une crise de grande envergure. Quand on regarde l'histoire du capitalisme, on sait que lors de ce type de crise, le premier réflexe dans les couches populaires, n'est pas d'abord celui de la solidarité, pas d'abord celui de la révolte

collective. C'est malheureusement trop souvent, la débrouille, le chacun pour soi, l'individualisme, la jalousie. On regarde les acquis sociaux du voisin en pensant que ce sont des privilèges, voire pire. Et les employeurs, dans le public comme dans le privé, nous disent : « t'es pas heureux, tu peux prendre la porte, parce que plein de gens veulent ta place, veulent bosser ». Alors ce n'est pas le moment de l'ouvrir, de revendiquer, et on sait que cela pèse sur les consciences.

SUITE PAGE 2

Agenda

3 septembre, antiracisme, Lille.

Rassemblement contre la politique raciste et xénophobe du gouvernement, les expulsions de Roms et de sans-papiers. RV à 18 heures sur le Parvis des droits de l'homme, Lille.

4 septembre, manif, antiracisme, national.

Manifestations et rassemblements dans toute la France contre la politique raciste du gouvernement. RV à Paris à 14 heures, place de la République; à Marseille à 14h30 sur le Vieux Port; à Lyon à 14 heures place Gabriel-Péri; à Nantes à 15 heures, place du Commerce; à Strasbourg à 16 heures, place Kleber; à Toulouse à 10h30, esplanade des droits de l'homme, place du Salin...

6 septembre, grève, enseignement, national.

Grève nationale de l'enseignement secondaire, à l'appel du Snes-FSU, contre les suppressions de postes, la destruction du service public d'éducation...

7 septembre, manif, retraites, national.

Grèves et manifestations unitaires dans toute la France contre le projet de réforme des retraites. À Paris, RV à 14 heures, place de la République.

8 septembre, meeting retraites, Clermont-de-l'Oise.

Meeting unitaire départemental pour la défense de la retraite solidaire. Avec Attac, la CGT, FSU, Unsa, GU, LDH, NPA, PCF, PG, PRG, PS, les Verts-ÉÉ, Gauche citoyenne « Beauvais ». RV à 20 heures, salle Pommery, Clermont.

8 septembre, meeting retraites, Montreuil.

Meeting unitaire organisé par le Collectif national unitaire retraites (voir ci-contre). RV à 19 heures, salle Paris-Est Montreuil, 128 rue de Paris, Montreuil (M° Robespierre).

10-11-12 septembre, Fête de l'Humana, La Courneuve.

Le NPA participera à la 80^e Fête de l'Humanité et animera un stand. RV au Parc départemental de La Courneuve (RER Le Bourget ou M° La Courneuve).

15 septembre-28 novembre, MLF, Paris.

Le Fiap Jean-Monnet s'associe au 40^e anniversaire du Mouvement de libération des femmes. Expositions, débats, projections et concerts au programme (voir sur www.fiap-paris.org). RV tous les jours de 10 à 20 heures, 30 rue Cabanis, Paris.

18 septembre, Rock sans-papiers, Paris.

Concert de soutien aux travailleurs et familles sans papiers. Avec: Abd Al Malik, Cali, 113, Cheb Bilal, Jeanne Cherhal, Jacques Higelin, Agnès Jaoui, Emily Loizeau, No one is innocent, Oxmo Puccino, Sinsemilia, Soan, Têtes raides, Tryo, Les Wampas...

Infos: rocksanspapiers.org



4 & 7 septembre, par millions dans la rue !

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

LA RÉVOLTE COMME ANTIDOTE

La révolte solidaire est l'antidote à la crise économique, mais c'est un antidote qui produit souvent ses effets à rebours, en différé, une fois dépassées les illusions du chacun pour soi. Après la crise de 1929, par exemple, et avant les grèves de 1934 et la grande grève de 1936 avec le Front populaire, il y a eu aussi 1933 en Allemagne et l'ascension du nazisme. Toutes proportions gardées, ces deux éléments sont présents dans la situation politique actuelle. Cela renforce le rôle du mouvement ouvrier, des organisations, de façon unitaire, le rôle des militants, ceux qui a priori sont un peu plus conscients de certaines choses. Et notre rôle est de brusquer le temps, d'accélérer les effets de cet antidote pour que cela aille plus vite et que cela se produise sur la question des retraites: nous devons agir collectivement là où nous pouvons peser.

La première chose que l'on peut faire, c'est renforcer notre camp en s'appuyant sur la dynamique de ce qui a déjà été réalisé ces derniers mois. Parce qu'il y a une attente extraordinaire et souvent sous-estimée dans les équipes militantes. Quels que soient les syndicats et les partis, il faut que cette campagne unitaire ait lieu. Quels que soient les désaccords politiques à gauche, on peut marcher séparément et frapper ensemble sur une question aussi essentielle que celle des retraites qui touche à l'héritage du mouvement ouvrier, pour défendre la retraite à 60 ans, à taux plein.

La deuxième chose est que l'on peut aussi affaiblir le camp d'en face, car la crise économique percute tout le monde. Même les classes possédantes, même les capitalistes. Certains à droite se disent que Sarkozy n'est pas forcément la bonne réponse de droite pour sortir de la crise. La fuite en avant nauséabonde, raciste, sécuritaire, écœurante à laquelle on a eu droit cet été, outre qu'elle est révoltante, consiste à essayer de faire oublier les problèmes politiques, économiques et judiciaires du gouvernement. Ce n'est pas la marque d'un gouvernement fort mais bien plutôt celle d'un gouvernement aux abois. Il y a des dissensions potentielles dans les classes possédantes qu'il faut savoir exploiter pour remporter des victoires.

On peut se dire que dans les semaines à venir, à n'importe quel moment la crise sociale peut se transformer en crise politique, voire en une crise de régime.

Quand on a commencé la campagne unitaire, on était bien loin de se douter que la campagne sur les retraites allait trouver ce curieux sponsor qu'est L'Oréal, à travers l'affaire Woerth-Bettencourt.

Woerth est soi-disant un homme d'honneur. Et il l'est à ce point qu'il le distribue en légions à ceux qui lui rendent des petits services, le gestionnaire de la fortune Bettencourt qui embauche sa femme, le comptable qui s'est occupé de la campagne municipale et de son micro-parti. Mais dans quelques jours, il devra

expliquer à tous que les temps sont durs et qu'il faut se serrer la ceinture. Il est probable qu'en l'entendant, des centaines de milliers de personnes auront envie d'aller manifester.

Nous pouvons donc affaiblir le camp d'en face, mais à condition que la gauche sociale et politique, le camp du mouvement ouvrier ne tremble pas à la veille de la rentrée et que sa partie la plus libérale ne nous refasse pas le coup du discours alterné qui dit retraite à 60 ans puis, il faut peut-être travailler plus longtemps. La gauche doit avoir du cran pour réclamer non pas la réécriture mais le retrait, l'abrogation du projet de loi Woerth-Sarkozy, parce que pour le moment ce n'est qu'un projet de loi. Dans cette campagne, on a décidé de donner des explications mais aussi de tracer des perspectives. Si la réforme n'est pas populaire, la bataille de l'opinion n'est quand même pas gagnée d'avance. On voit défiler dans les médias des commentateurs, des analystes, des experts, des économistes qui nous expliquent que les caisses de la Sécurité sociale sont vides, sans jamais nous parler des 32 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales qui vont aux gros groupes industriels capitalistes pour, paraît-il, créer de l'emploi. Ils nous envoient des experts pour expliquer qu'il faut travailler plus longtemps parce qu'on vit plus longtemps. Comme si ça ne pouvait pas être une chance extraordinaire de vivre plus longtemps si on a un système de protection sociale qui nous permet d'avoir du temps libéré de l'exploitation après une dure vie de labeur. Et puis, il y a les experts qu'on ne voit jamais. Ceux qui, par exemple, pourraient nous dire que si la population a vieilli depuis trente ans, les travailleurs sont aussi beaucoup plus productifs. Au quotidien, cela signifie que le taux de productivité horaire a augmenté de 70%! Mais la productivité est partie dans les profits et ces derniers n'ont pas servi à l'emploi mais à verser des dividendes encore plus importants aux actionnaires.

RÉPARTITION DES RICHESSES

La question centrale est donc bien celle de la répartition des richesses. Le Conseil d'orientation des retraites cherche 3% du PIB, 3% des richesses annuelles pour financer un système des retraites qui est paraît-il aux abois. 3%, ce n'est rien par rapport aux 17% qui partent chaque année sous forme de profits accaparés par une minorité qui, elle, ne connaît pas vraiment la crise. On pourrait aussi nous envoyer des experts pour tirer le vrai bilan des réformes successives, puisque depuis 1993, on n'arrête pas d'augmenter le nombre d'annuités nécessaires. La réalité c'est qu'il y a une toute petite minorité des salariés qui arrivent à faire les 37,5 annuités qu'ils devaient effectuer avant la réforme Balladur, à cause du chômage, des licenciements, des préretraites, des maladies professionnelles. La seule conséquence des réformes est la baisse de 15 à 20% du montant des pensions. C'est l'objectif de cette réforme et c'est ce que nous devons expliquer.

Et puis, il suffirait d'un commentateur qui ait un peu de mémoire pour rappeler que Sarkozy était le candidat du plein emploi alors qu'il y a entre 4 et 5 millions de chômeurs dans ce pays. Si on avait à la place 4 ou 5 millions de travailleurs à temps plein, cela ferait aussi 4 ou 5 millions de cotisants à temps plein... et les caisses de la Sécurité sociale seraient pleines. Et si en plus on augmentait les salaires, ce qui serait une mesure de salubrité publique, les caisses seraient pleines à craquer. Cela veut dire que si plutôt que de nous demander de travailler plus longtemps, on nous demandait de travailler moins, tout le monde aurait un emploi. Et personne ne parlerait du problème des retraites. Cela s'appelle le partage du temps de travail.

Donner des explications ne suffit pas. Il y a un problème de confiance collective. Steve Biko, une grande figure de la lutte contre l'apartheid, mort dans les geôles racistes d'Afrique du Sud, avait une belle formule: «*La meilleure arme entre les mains des oppresseurs, c'est la mentalité des opprimés*», c'est-à-dire nos mentalités, nos problèmes de confiance, de conscience. Notre responsabilité est donc d'essayer d'expliquer comment on peut gagner. Essayer de tracer des perspectives sociales et politiques.

Sociales, parce qu'on n'est plus dans l'expectative. Le gouvernement nous a fait une vraie déclaration de guerre sociale, avec un lieu, une date, avec le vote à l'Assemblée et au Sénat. C'est en septembre, c'est en octobre et on ne va pas les en empêcher en les amadouant ou en les menaçant. On ne pourra les en empêcher que si on est capable d'établir un rapport de forces supérieur au leur. Si on est capable de créer ensemble un pouvoir supérieur au leur. Il y a dans ce pays une tradition de lutte et de résistance qui fait que la rue a un pouvoir. Elle en a eu en 1995 contre le plan Juppé, elle en a eu pendant le CPE.

On nous demande toujours si la rentrée sera chaude. Ce qu'on sait, c'est qu'elle aura lieu à



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MENO)

l'heure, qu'elle commence tôt. Et qu'elle est globale. Pour nous la manifestation du 4 contre la politique raciste et sécuritaire du gouvernement et la première grande grève du 7 contre la réforme Woerth-Sarkozy, c'est la même et seule rentrée sociale et politique qui s'oppose à une politique libérale et qui veut taper. Encore faut-il qu'elle dure le temps nécessaire. Les mobilisations saute-moutons, cela ne marchera pas. Il faudra une suite rapprochée, faite de mobilisations prolongées, de grèves, de manifestations, d'un mouvement d'ensemble et d'une grève générale.

L'abrogation de cette réforme ne doit pas être une énième promesse électorale pour 2012 car ce serait prendre le problème à l'envers: l'issue des retraites ne se joue pas en 2012 mais, en revanche, beaucoup de l'issue de 2012 se joue dans la bataille des retraites. C'est maintenant qu'il faut affaiblir le gouvernement et la droite. Il faut également des perspectives politiques. On a aujourd'hui une droite dure qui s'assume: Sarkozy, c'est le régime des plus riches, fait par les riches pour les riches, c'est le régime de la peur qui joue sur les peurs.

Il faut donc aussi une gauche qui s'assume. Une gauche qui parle de lutte de classe, d'émancipation, qui s'adresse au prolétariat du XXI^e siècle, qui ne parle pas d'augmenter le pouvoir d'achat mais d'augmenter les salaires, qui ne parle pas de régulation mais de taxer les profits, qui ne parle pas d'humaniser la politique d'immigration mais d'égalité intégrale des droits, de régularisation de tous les sans-papiers. Une gauche, une autre gauche, celle de l'alternative qui parle aussi de projet de société. Le régime de la peur et des plus riches, on veut le renverser, pour mettre à la place un nouveau mode de production et de consommation qui soit rationnel, respectueux de l'environnement, égalitaire, où les richesses seraient partagées entre toutes et tous, contrôlées et réappropriées par toutes et tous, car la mise en cause de la propriété est essentielle.

Dans l'héritage du mouvement ouvrier, il y a aussi les héritages politiques.

Blanqui disait: «*Notre projet ne serait qu'un mensonge s'il devait n'être que la substitution d'une forme de gouvernement à une autre. Il ne suffit pas de changer les mots, il faut changer les choses. Notre projet, c'est l'émancipation des travailleurs, c'est la fin du régime de l'exploitation et l'avènement d'un ordre nouveau qui affranchira le travail de la tyrannie du capital.*» Nous devons gagner la bataille sur les retraites, nous ne voulons pas être la génération qui a perdu les retraites.

Olivier Besancenot (intervention au meeting unitaire sur les retraites, à Port-Leucate, le 27 août).

MERCREDI 8 SEPTEMBRE MEETING UNITAIRE

POUR LA RETRAITE À 60 ANS À TAUX PLEIN, PAS UN AN DE PLUS, PAS UN EURO DE MOINS

Avec: Cécile Dufлот (Les Verts), Pierre Laurent (PCF), Olivier Besancenot (NPA), Razy Hammad (PS), Martine Billard (députée PG), Annick Coupé (Solidaires), Jacqueline Fraysse (députée FASE), Jean-Marie Harribey (Attac), Willy Pelletier (Fondation Copernic), Gérard Filoche (inspecteur du travail), Christiane Marty (féministe), Jean-Baptiste Prévost (Unef), Michèle Dessenne (MPEP), Ana Azaria (Femmes égalité), Jean-Claude Chailey (Résistance sociale), Christian Pierrel (PCOF), Jo Bourgeois (Confédération paysanne), Didier Horus (FSU), Jean-Jacques Boislaroussie (Les Alternatifs).

Moderation: Edwy Plenel (président de Mediapart)

Salle Paris-Est Montreuil, 128 rue de Paris, 93100 Montreuil (Métro Robespierre) à partir de 19 heures

Woerth : mettre la crise à profit

Alors que les exactions racistes de Sarkozy menacent de se retourner en boomerang contre lui, les révélations du scandale Woerth sur les liens étroits entre les grandes fortunes et l'État continuent. Autant d'éléments qui fragilisent le pouvoir à la veille de l'affrontement de cette rentrée.

Fillon a beau s'estimer « très confiant » en affirmant que « depuis deux mois que cette affaire dure, personne n'a réussi à établir la moindre faute pénale à l'encontre d'Éric Woerth », la saisine éventuelle de la Cour de justice de la République (CJR) sur demande du procureur Nadal sollicité par Corine Lepage, vient relancer l'affaire, pour l'instant encore entre les mains du procureur Philippe Courroye, de l'avis de beaucoup, plutôt complaisant. « Je subis depuis deux-trois mois une sorte de lapidation médiatique assez impressionnante », a déclaré Woerth, lundi 30 août au *Parisien*. Il ose encore se poser en victime après l'enchaînement de révélations sur ses agissements en tant que ministre du Budget et trésorier du RPR. Outre l'affaire Bettencourt, la presse a fait état de la vente à un prix bradé de l'hippodrome de Compiègne, d'un dîner en tête-à-tête avec l'héritier Robert Peugeot, soucieux apparemment d'éloigner une enquête sur l'origine des 150 000 – voire 500 000 – euros sous forme de lingots d'or qui venaient de lui être volés. Ce même Robert Peugeot à qui Woerth a décerné une légion d'honneur en juin dernier. Une de plus, après celle accordée à De Maistre, le gestionnaire de la fortune Bettencourt en 2008, et à l'expert-comptable chargé de certifier les comptes de sa campagne municipale à Chantilly. Pour financer celle-ci, a-t-on appris aussi par *Mediapart*, Woerth n'aurait déclaré qu'un salaire de 3 000 euros et un revenu disponible dérisoire pour obtenir un prêt de 6 500 euros. De quoi donner la mesure du

personnage, mais on sait bien aussi que pour les milliardaires et le petit monde qui les frôle, il n'y a pas de petits profits.

PETITS ARRANGEMENTS

Mais l'affaire Bettencourt, c'est aussi le scandale de ces grosses fortunes auxquelles l'État et ses représentants, comme Woerth et bien d'autres, permettent de ne payer qu'un impôt infime, au moment où Sarkozy et ses ministres prêchent la rigueur au bon peuple. Ainsi, Bettencourt n'est imposée qu'à 9% de ses revenus, pas plus qu'un cadre moyen. Elle a payé 40 millions d'euros d'impôts après restitution par le fisc de 30 millions au titre du bouclier fiscal. Mais celui-ci s'ajoute à toutes sortes de dispositifs assez complexes qui réduisent en amont ce que les grandes fortunes déclarent au fisc. Ainsi, sur les dividendes 2009 versés par L'Oréal – 280 millions d'euros –, Bettencourt n'a déclaré en toute légalité que 145 millions de revenus. De même, concernant l'ISF, elle bénéficie d'un dispositif d'exonération qui lui permet de ne déclarer que 2,2 milliards d'euros de son patrimoine estimé à 15 milliards. Soit un ISF de 40 millions d'euros, lequel est encore ramené à 30 millions grâce à un autre dispositif. Elle verse donc au total 70 millions d'impôts dont l'État lui a rendu 30 millions au titre du bouclier fiscal.

Si on ajoute que, selon un spécialiste des questions fiscales, « Mme Bettencourt serait un exemple vertueux » par rapport à d'autres grandes fortunes, il faut en déduire que Sarkozy, déclarant le 12 juillet, que « de tous



18 juillet, Florence et Éric Woerth s'inventent à la 14^e étape du Tour de France, loin des hippodromes. (REUTERS/ÉRIC GAILLARD)

les pays du monde, la France est celui qui taxe le plus les contribuables aisés », se moque cyniquement et sans vergogne de tous ceux qu'il appelle aujourd'hui aux sacrifices. Woerth, malgré la « confiance » dont certains de ses collègues du gouvernement l'ont publiquement assuré, ne faisait pas partie des ministres invités par Sarkozy à Brégançon, le 20 août dernier, avant le conseil des ministres de la rentrée. C'est lui qui présentera la réforme des retraites à l'Assemblée, tout en jouant le rôle de fusible que Sarkozy, contraint et forcé, lui assigne sans doute. Mais pour le gouvernement, le mal est bien plus profond. Difficile de planifier des mesures d'austérité dont l'objectif est de réduire les dépenses de

l'État qui sont utiles à la population, alors que s'évalent publiquement les grandes fortunes comme celle des Bettencourt et leur promiscuité avec le parti au pouvoir. C'est évidemment la même chose pour la réforme des retraites, même si le mensonge largement partagé de la nécessité démographique pèse sur les cerveaux. La conscience qu'il s'agit uniquement d'une question de répartition de la richesse, grandit. C'est en quoi aussi la crise politique fragilise le gouvernement, elle le discrédite, elle sape sa propagande mensongère et peut donner en retour aux salariés, aux chômeurs, aux jeunes, le sentiment que leurs besoins, leurs revendications sont légitimes.

Galia Trépère



Par **Pierre Baton**

FACE AU RACISME NOUS NE BATTONS PAS EN RETRAITE

Cet été a été marqué par une série de déclarations et d'exactions racistes et sécuritaires des membres du gouvernement. Si la panique a sûrement guidé les premières annonces du gouvernement pour tenter une diversion dans le contexte des révélations successives de l'affaire Woerth-Bettencourt, c'est bien à une campagne orchestrée que nous assistons dorénavant.

Ainsi, les ministres, députés et membres de l'UMP se sont succédé pour participer à un grand concours de déclarations racistes ou sécuritaires. Assimilation de l'immigration à la délinquance, proposition de déchoir les délinquants d'origine étrangère de la nationalité française, peines de prison ferme pour les parents d'enfants « délinquants », etc. Les Roms et les gens du voyage ont aussi été violemment attaqués. À grand renfort de caméras, on a démantelé des camps et expulsé, principalement vers la Roumanie, une partie de leurs occupants. Christian Estrosi, improbable ministre de l'Industrie, est allé jusqu'à déclarer qu'entre « Français ou voyou, il faut choisir ». Mais sa mesure s'appliquerait-elle à Éric Woerth, ministre du Travail, ami de la famille Bettencourt ? à Christian Blanc, l'ancien ministre amateur de cigares ? au président de la République ? Cette déclaration provocatrice comme les autres n'a pour but que de désigner des boucs émissaires, ici les jeunes « issus de l'immigration » des quartiers populaires.

La campagne de Sarkozy pour 2012 est donc lancée et le ton est donné : à droite toute ! Évidemment, il est aujourd'hui nécessaire de répondre à cette série d'attaques. Les manifestations du samedi 4 septembre qui auront lieu dans plus de 120 villes en France, doivent être un succès et la première étape d'une véritable contre-offensive antiraciste.

Mais cette journée sera aussi la première étape d'une rentrée sociale qui doit s'opposer sur tous les fronts à la politique antisociale et sécuritaire de ce gouvernement. Une réussite de cette journée ne pourra que renforcer la manifestation contre la réforme des retraites du mardi 7 septembre. Prévoyez donc de bonnes chaussures, on risque de beaucoup marcher en septembre et puis il y a peut-être des coups de pieds qui se perdent...

Le Tout est à nous ! nouveau est arrivé...

Comme nous vous l'avions annoncé fin juillet, vous avez entre les mains la nouvelle formule de *Tout est à nous* ! Nouvelle maquette pour commencer, avec une Une plus claire, un titre plus directement relié au NPA, mais aussi quelques changements dans le déroulé du journal. Ainsi, nous avons regroupé la page internationale avec l'actualité en France. Les pages centrales resteront la plupart du temps consacrées à des argumentaires ou à des reportages mais parfois, elles seront également l'endroit de tables rondes entre les acteurs de la gauche sociale et politique. Ainsi, dans ce numéro, vous retrouverez les interventions qui ont été effectuées lors du meeting sur les retraites à l'Université d'été du NPA qui s'est déroulée à Port-Leucate du 24 au 28 août dernier. Car ce numéro, en plus d'être le premier de la

nouvelle formule est également un peu spécial, puisque plus de la moitié de ses pages sont consacrées à l'Université d'été. Mais dès la semaine prochaine, vous y trouverez les rubriques permanentes : en page 2, la rubrique Regards avec un entretien avec une personne impliquée dans le mouvement social ; en page 8, les articles liés à la culture et aux médias. La page 9 sera l'occasion de traiter de sujets polémiques, historiques voire théoriques et c'est là également que se trouvera le courrier des lecteurs que nous vous invitons à nous envoyer. Les pages 10 et 11 relateront les campagnes dans lesquelles le NPA est investi. Ces pages sont les vôtres, elles vivront grâce à vos contributions. Qu'il s'agisse d'une lutte dans une entreprise, d'une action contre la fermeture d'un service public, pour une campagne internationale...

n'hésitez pas à écrire au journal pour diffuser ces expériences. C'est également là que les informations locales ou nationales trouveront leur place, que ce soit le compte-rendu d'un comité politique national (CPN), d'une fête locale... Pensez aussi à nous envoyer des photos. Pour celles-ci, il est important que leur auteur donne l'autorisation de la publier et qu'elles soient d'une taille suffisante pour l'impression (prenez contact avec la rédaction pour avoir les caractéristiques techniques). Vous y retrouverez périodiquement la rubrique « Les mains dans le cambouis » qui donne un aperçu de l'action des élus NPA. Nous espérons que cette nouvelle formule vous conviendra, que vous aurez plaisir à la lire et la faire lire autour de vous, à vos collègues, voisins, amis ou famille. Toutes les occasions de faire

connaître les idées et les actions du NPA sont à saisir. Et si vous avez des suggestions pour améliorer le journal, n'hésitez pas à nous les envoyer. En attendant, nous souhaitons que ce journal constitue un outil à l'occasion des manifestations du 4 septembre contre le racisme et du 7 septembre pour le retrait du projet Woerth-Sarkozy sur les retraites. **Bonne lecture !**

POUR JOINDRE LA RÉDACTION

Écrivez-nous par mail à redaction@npa2009.org ou par courrier postal à rédaction, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Vous pouvez également nous téléphoner au 01 48 70 42 27.

en bref...

Enseignants : en grève le 6, le 7 pour construire un mouvement de grève reconductible. Le Snes-FSU appelle les enseignants du secondaire à se mettre en grève dès le 6 septembre. Le lendemain, les enseignants défilent avec tout le monde pour défendre nos retraites. Une grève le jour même de la reprise des cours est une première depuis bien longtemps. Mais il est vrai qu'avec une telle accumulation de régressions, il s'agit d'une rentrée exceptionnelle. Alors que plus de 40 000 emplois ont été supprimés dans le secondaire depuis 2003, près de 16 000 postes vont encore disparaître dans l'Éducation nationale. Pour compenser le déficit créé, le ministère oblige des milliers de stagiaires à effectuer un service à plein temps sans décharge ni encadrement réel – un vrai massacre de la formation. Cela se traduira par une dégradation

des conditions de travail pour tous les enseignants et les élèves : augmentation des effectifs par classe, extension des zones de remplacement sur d'autres académies, multiplication des affectations sur plusieurs établissements... À cela s'ajoute la réforme de la seconde, tellement bâclée qu'il n'y aura pas de manuels scolaires à la rentrée. La réforme vise à renforcer l'autonomie des établissements afin de réduire toujours plus les moyens comme par exemple les dédoublements de classe et à accroître toujours plus la charge de travail des enseignants. Et, cerise sur le gâteau, ces derniers subiront une augmentation de 3% des prélèvements sociaux, soit une baisse de salaire, dans le cadre de la réforme des retraites. Les raisons sont donc nombreuses d'être en grève dès le 6 septembre.

Base élève. Le logiciel de fichage de tous les enfants en Angleterre (Contactpoint) a été arrêté le 6 août 2010. Plus de 50 000 parents s'opposaient à l'entrée de données concernant leur enfant dans ce logiciel liberticide qui a coûté presque 200 millions d'euros, pour ficher 11 millions d'élèves dans une base de données impossible à sécuriser utilisée par plus de 400 000 personnes. À la suite des plaintes déposées par l'association de lutte contre le logiciel de fichage français (Base élève), les parents ont désormais le droit de s'opposer à l'entrée des données concernant leur enfant, regroupant leur identité et leurs résultats scolaires.

Stages post-formation bidons. Un décret, publié le 25 août et applicable le 1^{er} septembre, était censé interdire aux patrons d'embaucher des jeunes diplômés comme stagiaires alors qu'ils ne

sont plus en cours de cursus universitaire. Il maintient pourtant cette possibilité par trois exceptions qui vont permettre aux patrons de continuer à ne pas créer d'emplois et à faire travailler des jeunes diplômés pour 417 euros par mois. Il suffit d'ajouter, avec l'accord d'un établissement de formation, des périodes où le jeune diplômé sera dit en formation pour une réorientation ou une insertion professionnelle ou des périodes où il a suspendu temporairement sa présence dans l'établissement de formation. Au printemps 2006, une formidable mobilisation des jeunes a fait reculer le gouvernement Villepin qui voulait instaurer un contrat de premier embauche au rabais pour les jeunes. Le patronat n'a pourtant pas changé d'avis et continue de profiter de la situation dramatique des jeunes chômeurs dont le nombre a doublé depuis deux ans.

PS Enfin dans l'opposition ?

L'Université d'été du PS a été l'occasion de discours combatifs. *Encore faudrait-il qu'ils se traduisent dans les faits.*

« *Surenchère anti-Sarkozy du PS* », « *Martine Aubry première opposante* » et même « *PS-UMP : l'affrontement* » : les médias du week-end n'ont pas lésiné pour décrire le « *grand retour* » du PS à l'occasion de son Université d'été. Celle-ci se voulait la vitrine d'un parti rassemblé, combatif et tout entier tourné vers la victoire... à l'élection présidentielle de 2012. Dans ce domaine, Martine Aubry et le Parti socialiste ont effectivement réussi à occulter, au moins momentanément, la concurrence acharnée à laquelle se livrent ses dirigeants les plus en vue. Et, certes, tous les orateurs, y compris la première secrétaire, ont prononcé des réquisitoires contre tel ou tel aspect de la politique de Sarkozy et son gouvernement. Mais, avant de créditer le PS et sa direction d'un « tournant à gauche », il convient d'y regarder de plus près et de confronter les déclarations et les actes.

Le PS se prononce aujourd'hui contre le projet Woerth et pour le maintien à 60 ans de l'âge légal du départ à la retraite. Mais l'on se souvient que lorsque le débat public a démarré, Martine Aubry avait évoqué un report à 61 ou 62 ans. C'est l'ampleur des réactions populaires contre tout allongement qui a conduit le PS à « rectifier » sa position. Encore faut-il ajouter que nombre de dirigeants socialistes partagent toujours le credo – commun avec le gouvernement – selon lequel « avec l'allongement de l'espérance de vie, il faudra bien travailler plus longtemps ». Et, surtout, le PS n'entend pas revenir sur l'allongement à 41 ans des annuités nécessaires pour bénéficier d'une retraite à taux plein. Ce qui relativise beaucoup la défense de la retraite à 60 ans... Notons enfin qu'en règle générale, le PS n'est pas partie prenante des activités unitaires de mobilisation sur ce thème.

Bien sûr, avec les rebondissements quasi quotidiens de l'affaire Woerth – Bettencourt, certains dirigeants du PS n'ont pas manqué de fustiger la droite et ses scandales politico-financiers. Mais, à part quelques exceptions – dont Aubry ne fait pas partie – on ne peut pas dire qu'ils se soient distingués par leur pugnacité sur le sujet. Et puis, surtout, il y a l'arrangement passé entre la Mairie de Paris et Jacques Chirac : moyennant remboursement par l'UMP du financement des emplois fictifs, Bertrand Delanoë vide le procès de l'ancien président de la République de tout enjeu réel et contribue ainsi à banaliser la corruption au plus haut niveau. Côté cour, on critique Woerth ; côté jardin, on passe l'éponge !

On avait peu entendu Aubry sur les délires sécuritaires gouvernementaux et sur la campagne anti-Roms. À La Rochelle, elle a interpellé Sarkozy, lui rappelant que les Roms sont des êtres humains et doivent être traités comme tels. On a connu des dénonciations plus radicales ! Et, sur ce sujet aussi, il faut noter que le PS n'est pas en première ligne des mobilisations unitaires. Alors même que la xénophobie d'État soulève indignation et malaise, y compris à droite. Mais surtout, même si Aubry est restée évasive dans l'attente de l'élaboration à venir des propositions du PS, on ne peut qu'être inquiets lorsqu'elle affirme que, sur le thème de la sécurité, « la crédibilité est désormais du côté des socialistes » !

François Coustal



Saint-Denis, le 6 juillet. Expulsion du campement Roms du Hanul à Saint-Denis. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/LB)

RACISME DÉCOMPLEXÉ Les Roms, boucs émissaires de la rentrée Sarkozy

Comment affronter une rentrée sociale marquée par la grande mobilisation de défense des retraites et les scandales financiers qui compromettent ministres et UMP, lorsqu'on est le président le plus impopulaire de la V^e République et qu'on doit son élection au siphonnage des voix du FN ? En affichant une démagogie raciste et en instituant une xénophobie d'État.

Le discours de Grenoble fera date, comme celui de Dakar, dans lequel Sarkozy prétendait que « l'homme africain » avait été incapable d'entrer dans l'Histoire. Ne reculant devant aucun amalgame, Sarkozy s'appuie sur les affrontements de Saint-Aignan (Loir-et-cher) pour stigmatiser dans un même ensemble les « gens du voyage », français depuis des décennies, et les Roms originaires des Balkans, accusés « d'abus du droit à la libre circulation » depuis que la Roumanie et la Bulgarie ont adhéré à l'Union européenne en 2007. Le filon du racisme anti-tziganes est exploité jusqu'à la nausée avec la médiatisation des expulsions collectives de Roms. Besson en rajoute une couche en annonçant que sa loi prévoit, parmi les motifs favorisant les reconduites à la frontière, la « mendicité agressive ». On ne répètera jamais assez

que les Roms sont sédentaires depuis des générations et que c'est la « période transitoire » imposée par la France aux Roumains et Bulgares jusqu'en 2014, qui leur interdit de se loger et de travailler légalement. Les terrains occupés et la mendicité ne sont ni dans les gènes ni une fatalité culturelle. Et tant que les communes se déroberont devant leur obligation de scolariser tous les enfants, y compris les Roms dont les parents ne peuvent présenter d'attestation de domicile, on les trouvera dans les rues tendant la main ou lavant les pare-brise. Les « démantèlements de campements illégaux » et les expulsions massives à grand spectacle, un millier de personnes depuis fin juillet, n'y changeront rien.

Les communes de gauche ont eu des attitudes diverses. Celle de Choisy-le-Roi (94) a aussitôt accueilli les Roms dans un gymnase et exprime sa solida-

rité aux côtés d'un comité de soutien. En revanche, E. Aït, maire PRG de Carrières-sous-Poissy (78), a écrit une lettre ouverte à Sarkozy demandant « une mise en œuvre concrète dans les Yvelines de l'objectif qu'il s'est fixé concernant l'évacuation des Roms » : « je demande leur expulsion dans les meilleurs délais ». Sarkozy sait pouvoir compter sur des préjugés tenaces.

On aurait tort de ne voir dans les gesticulations anti-Roms qu'une diversion. C'est un recul général des droits que prépare cette offensive. L'extension des possibilités de déchéance de la nationalité française installe l'idée que la nationalité française se mérite et que « l'origine étrangère » produit des sous-citoyens, suspects par nature. « La délinquance, chacun sait qu'il y a des liens avec l'immigration », prétend Frédéric Lefèvre, porte-parole de l'UMP. « Français ou voyou, il faut choisir », renchérit

Estrosi, ministre de l'Industrie, qui préfère ne pas s'en prendre aux patrons voyous. Le plus pitoyable est sans doute de voir Kouchner et Amara exprimer leurs états d'âme tout en continuant de s'accrocher à leurs postes ministériels.

C'est sur une mobilisation massive qu'il faut miser pour arrêter Sarkozy. Pas sur Raffarin ou Villepin, qui ont la mémoire courte quant à leur ancien ministre de l'Intérieur. Pas sur les récriminations de l'ONU, de l'Union européenne ou du Pape. Les manifestations du 4 septembre, prévues dans près de 120 villes, sont un début prometteur. Non pour célébrer la République de Gambetta ou de Jules Ferry, qui justifiait la colonisation par les « droits et devoirs des races supérieures sur les races inférieures », mais pour mettre fin au racisme d'État, ici et maintenant.

Emmanuel Sieglmann



Irak, 19 août. Un bataillon de soldats américains se prépare à quitter le pays. (THAHER AL-SUDANI/REUTERS)

RENCONTRE Les résistances de la jeunesse

Du 23 au 31 juillet, à Pérouse (Italie), s'est tenue la 27^e rencontre internationale des jeunes (RIJ), organisée par la Quatrième Internationale.

Le NPA, qui entretient des rapports privilégiés avec la Quatrième Internationale, groupement politique présent dans plus d'une quarantaine de pays, a naturellement participé à la rencontre internationale des jeunes avec plus de 140 militantEs de son secteur jeune. Au total, nous étions plus de 450, venuEs de toute l'Europe et même d'au-delà (Corée du Sud, Mexique, Philippines...).

La crise mondiale du capitalisme accélère les attaques contre la jeunesse et le monde du travail. Et ce sont les mêmes politiques que l'on retrouve d'un pays à l'autre. L'âge de départ à la retraite passe à 61 ans en Italie et en Suède, à 67 ans en Grèce, dans l'État espagnol et aux Pays-Bas, à 68 ans au Royaume-Uni... Notre génération connaîtra l'allongement permanent de la durée de travail, alors qu'elle subit déjà la précarité, le chômage, les bas-salaires.

La casse de l'éducation, notamment de l'enseignement supérieur, s'organise à l'échelle internationale dans le cadre du processus européen de marchandisation et de déqualification des diplômés.

Mais subir les mêmes attaques presque simultanément a au moins un effet positif: nous connaissons aussi les mêmes résistances. Les RIJ sont donc un moment unique pour échanger le meilleur de nos expériences en termes de structuration des mouvements, de déclenchement des mobilisations. Elles nous permettent aussi de discuter de nos difficultés avec plus de recul.

La classe dominante s'organise à l'échelle du monde. Notre camp est très en retard, malgré l'existence de contre-sommets et de mouvements internationalistes, que ce soit contre la guerre ou pour lutter contre le réchauffement climatique.

Là encore, l'accélération des attaques permet de rapprocher nos différentes situations politiques nationales. Dans tous nos pays, de nouveaux partis anticapitalistes émergent. Ils ne prennent pas tous la même forme, mais les discussions que nous avons eu aux RIJ sont très nettement marquées par ces expériences récentes.

La dernière journée a d'ailleurs été consacrée à leur construction et aux débats sur la stratégie à adopter. Bien que perturbée par les intempéries, elle a été particulièrement enrichissante!

Chaque journée était consacrée à un thème (impérialisme, écologie, luttes contre les oppressions sexistes, homophobes, racistes...) et se déclinait en plusieurs plages d'ateliers, de formations, de rencontres entre délégations ou dans les espaces femmes et LGBTI, dédiés à ces questions plus spécifiques. Bien souvent, les discussions se sont terminées tard le soir, autour d'un verre au bar ou aux alentours de la discothèque! En juillet 2011, la 28^e RIJ se déroulera en France. Nous espérons qu'elle sera l'aboutissement d'une année remplie de luttes victorieuses. En tous cas, l'ensemble du NPA fera en sorte qu'elle soit une grande réussite!

Jean-Baptiste Pelé

IRAK Que va changer le retrait des troupes américaines ?

Après sept ans d'occupation de l'Irak, les troupes de combat américaines quittent le pays en laissant derrière elles des dizaines de conseillers et entraîneurs, sans compter les mercenaires. Pour autant, aucun des objectifs poursuivis par les USA n'a été atteint.

Le 24 août, un communiqué de l'armée américaine indiquait que le nombre de soldats en Irak était tombé sous les 50 000 et qu'elle s'engageait dans l'opération «New Dawn» [Nouvelle Aube], conformément aux directives du Président Obama qui, lors d'un discours devant un congrès d'anciens combattants handicapés, avait annoncé début août que l'occupation américaine en Irak allait diminuer et «évoluer du combat au soutien et à l'entraînement des forces irakiennes de sécurité».

L'attaque de l'Irak, en mars 2003, avait mobilisé 130 000 hommes. Après plus de sept ans de guerre, les USA n'ont réussi qu'à détruire l'ensemble de la société irakienne. Plus d'un million d'Irakiens sont morts à cause de la guerre, ainsi que plusieurs milliers de soldats des forces d'occupation. Quatre millions d'Irakiens ont dû fuir leur maison. Les groupes religieux extrémistes sont le produit de la guerre: Al Qaida n'existait pas dans le pays. Alors qu'Obama explique que «la violence dans le pays continue à être presque aussi basse que depuis des années», les mois de juillet et août ont connu le plus fort nombre de morts violentes depuis deux ans. Dire que l'Irak est aujourd'hui

un pays plus sûr est un mensonge aussi important que celui de l'existence d'armes de destruction massive qui a servi à justifier l'intervention.

Mais bien sûr, les USA ne se retirent pas complètement d'Irak puisque, si les troupes de combat doivent quitter le pays, 50 000 «conseillers et entraîneurs» resteront jusqu'à la fin de 2011, et 10 000 plus longtemps encore. Les moyens logistiques (avions, hélicoptères...) resteront sur place, et les USA sont en train de recruter 7 000 agents de sécurité (des mercenaires) pour sauvegarder leur pouvoir. Cet effet d'annonce n'a donc pour but que de masquer le fait que les USA ont perdu cette guerre. Lorsque George W. Bush a lancé la guerre en Irak, il voulait dissuader la contestation de la supériorité économique et militaire des USA, notamment dans la région.

Les USA avaient ainsi pour objectif de contrôler la production de pétrole: c'est aujourd'hui la Société nationale chinoise de pétrole qui détient les plus grosses parts de marché. En 2009, après un contrat de 3 milliards de dollars pour développer un gisement pétrolier dans le sud-est de l'Irak, China National Petroleum Corporation a remporté, dans le

cadre d'un consortium avec BP, un contrat pour développer le gigantesque champ de Roumaïla au sud du pays.

Les USA avaient pour objectif d'installer un régime pro-occidental en Irak: ils ont pu démontrer leur capacité à terroriser la population mais pas à la contraindre de respecter ses volontés. Depuis les élections législatives du 7 mars 2010, il n'y a aucun gouvernement en Irak.

Les USA avaient pour objectif de déclencher une série de révolutions «démocratiques» à travers le Moyen-Orient qui permettraient d'isoler et affaiblir l'Iran: ils sont aujourd'hui enlisés en Afghanistan et l'Iran est plus fort qu'en 2003, se permettant de les défier sur la question du nucléaire.

Plus qu'un retrait d'Irak, l'administration américaine redéploie son intervention militaire dans la région: les troupes américaines ont triplé en Afghanistan depuis le début du mandat d'Obama.

Le seul moyen de rendre la région plus stable, c'est donc de construire un mouvement puissant qui revendique le retrait immédiat de toutes les troupes d'occupation et le droit à l'autodétermination des peuples.

Vanina Giudicelli

en bref...

Inondations au Pakistan. Avec les inondations les pires de son histoire, le Pakistan compte des milliers de morts, plus de 5 millions de personnes sans-abri et huit millions en proie aux épidémies, à la déshydratation et la malnutrition. Une superficie égale à celle de la Tunisie est sous les eaux. Les couches les plus défavorisées de la population sont les plus touchées. Les organisations internationales gouvernementales, engluées dans leur participation militaire à la guerre en Afghanistan et leur soutien au président pakistanais corrompu, sont paralysées et tardent à envoyer l'aide nécessaire. À l'opposé de ces politiques humanitaires gouvernementales aux arrières-pensées géostratégiques et capitalistes, nous devons organiser la solidarité de «peuple à peuple». Un appel a été lancé en ce sens par le Labour relief campaign (campagne de solidarité

populaire), composé d'associations populaires et progressistes, dont le Parti des travailleurs du Pakistan. Il est mis en œuvre par des associations sur place qui connaissent les situations locales. Pour y participer: www.europe-solidaire.org/spip.php?article18197

Apéritif réactionnaire aux États-Unis. Près d'une centaine de milliers de sympathisants du mouvement ultraconservateur et raciste «tea party» se sont rassemblés, dimanche 29 août, à Washington, à l'endroit même où Martin Luther King faisait son célèbre discours, en août 1963, «I have a dream». Leur leader, Glenn Beck, un présentateur qui tient des discours provocateurs sur la chaîne de télé conservatrice Fox news, utilisant la même astuce que les néoconservateurs identitaires en France, accuse Obama d'être un «raciste anti-blancs». Mais c'est Sarah Palin,

ancienne candidate républicaine à la vice-présidence, qui était la vedette du rassemblement. Les ultraconservateurs se mobilisent à l'approche des élections de mi-mandat en novembre. Dimanche, ils ont mis en sourdine leurs thèmes racistes prenant pour cible la politique de «justice sociale» que ferait Obama. Les masses populaires qui ont élu Obama pour chasser Bush sont touchées par la crise et aujourd'hui démoralisées par les espoirs déçus de changement. Dans ces conditions, le retour de la réaction est un danger à ne pas sous-estimer.

Mobilisation contre la lapidation de Sakineh Mohammadi en Iran. Après la Chine, la dictature iranienne est le deuxième pays au monde pour le nombre de peines capitales exécutées et 388 personnes ont été lapidées l'année dernière. Face à la mobilisation internationale pour sauver une

mère de famille, Sakineh Mohammadi, le pouvoir a temporairement suspendu sa lapidation. Mais elle reste dans le couloir de la mort comme la journaliste Shiva Nazarahari, accusée d'être «en guerre contre dieu» car elle se bat contre la discrimination légale envers les femmes. Son procès doit avoir lieu le 4 septembre. Depuis la réélection frauduleuse du président Ahmadinejad, le pouvoir s'est lancé dans une répression impitoyable pour terroriser tous ceux qui se battent pour les libertés démocratiques, les droits des femmes et les droits sociaux. La mobilisation internationale pour sauver ces combattants ne doit pas cesser.

Tous ensemble

Le 27 août, durant son université d'été, le NPA a organisé un meeting unitaire rassemblant de nombreuses organisations politiques, syndicales et associatives de gauche, pour débattre du projet de réforme des retraites du gouvernement et organiser la résistance. Tous et toutes sont tombés d'accord : cette contre-réforme doit être combattue dans l'unité et ce, dès le 7 septembre.

Willy Pelletier FONDATION COPERNIC



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MENO)

Nous allons transformer septembre 2010 en décembre 1995. Nous allons reprendre ce qu'ils nous volent. C'est une réforme qui ne dit pas son nom, qui organise la peur, l'insécurité sociale à tous les étages : pour les jeunes, pour les femmes, pour tous les salariés dont les carrières sont de plus en plus discontinues. Nous sommes tous là ce soir pour dire que notre cause, c'est l'insécurité sociale. On dit qu'il n'y a pas d'argent, qu'il faut financer et prendre à tous. Mais, de 2008 à 2009, les 500 plus grosses fortunes de ce pays ont gagné 80 milliards d'euros en plus. On sait que d'ici 2025, il faudra seulement 45 milliards en plus pour financer les retraites. Donc, la lutte des classes est menée contre nous tous, par une république de copains, de coquins, de matraques, de képis, où nous sommes tous coupables. Les salariés sont coupables de ne pas chercher d'emploi quand ils sont au chômage, alors Pôle emploi les radie. Les habitants de Seine-Saint-Denis sont coupables, forcément coupables, on leur envoie l'ancien chef du Raid comme préfet. Les humoristes de France Inter sont coupables également, on les vire ! Nous sommes maintenant coupables de vieillir, d'avoir le mauvais goût – on croyait que c'était une chance – de ne pas mourir assez vite. Alors ce mauvais goût-là, il faut le payer.

La retraite, c'est une troisième vie libérée de l'exploitation du travail. Et ça, pour les idéologues du «travailler plus pour gagner moins», c'est insupportable. La retraite à 60 ans est une conquête sociale. Elle est issue des luttes du passé, qui nous obligent à gagner. Cette lutte fut la conquête de tous les ouvriers, tous les syndicalistes, tous les militants socialistes, libertaires, communistes, féministes du passé. Alors nous avons le devoir d'être en colère. Nous allons, dès le 7 septembre, imposer à Nicolas Sarkozy d'être entendus. Et ensuite, s'il faut, pour bloquer la réforme, bloquer ce pays, nous bloquerons ce pays. Le sort de la réforme des retraites sera pour Sarkozy son pot de départ, son pot de retraite.

Michel Amgot FSU



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MENO)

Il ne faut pas que certains camarades pensent que l'intersyndicale endort les revendications. On n'est pas tous sur la même ligne, sur sept fédérations on n'est que trois-quatre à penser qu'on ne gagnera pas par des journées saute-moutons et sans lendemain, mais l'important, c'est de tenir sur un fond commun, des revendications communes, et une ligne qui les empêchera de signer et de capituler. Donc l'unité syndicale est extrêmement importante. C'est pourquoi le retour de FO dans les réunions, même si elle ne signe pas le tract, est paradoxal.

Elle dit «retrait», mais pour faire quoi? Retrait, ça veut dire statu quo. On retire ce projet et on ne change pas, on pense qu'il n'y a pas d'autres solutions pour les chômeurs, les femmes qui perdent leurs droits, les salariés à carrière chaotique? Voilà l'objet. On est pour le retrait et pour un autre projet. On ne veut pas laisser la droite et les collectivités diriger ce chantier. Avoir un bon projet est tout l'intérêt de l'appel. Grâce à Copernic et Attac, on peut se retrouver pour avoir un contre-projet qui tienne la route, pour dire au gouvernement qu'il y a d'autres solutions, dire aux populations qui disent «pourquoi pas cette réforme puisqu'il va y avoir quelque chose», que nous avons un autre projet à porter, d'autres partages des richesses, d'autres solidarités. Les chômeurs, les salariés, les précaires n'ont pas bénéficié des richesses produites. C'est pourquoi nous voulons que cet argent soit réinvesti dans les retraites.

Les réunions de l'intersyndicale, avec FO, montrent une très forte mobilisation. On a réussi à arracher à des syndicats qui n'avaient pas l'habitude de le faire, de se revoir dès le lendemain du 7 septembre pour poser l'idée d'une autre journée d'action dans les cinq jours qui suivent, pour engager un mouvement de reconduction. Le seul moyen de réussir aussi à élever les autres syndicats à comprendre que c'est la voie, c'est de réussir d'abord le 7, pour dire au gouvernement qu'on ne veut pas de cette réforme-là.

Éric Corbeaux PCF



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/GP)

Le 7 septembre s'annonce très fort mais la bataille s'annonce très dure. Nos militants de partis politiques, du mouvement social, unitaires doivent retrousser leurs manches et se mobiliser. La réussite et la portée du 4 et du 7 septembre seront des étapes à franchir et gagner pour ouvrir un nouveau rapport de forces. Nous en avons marre d'être le pot de terre contre le pot de fer, nous voulons prendre la main sur ce dossier. Une réforme qui engage les retraités, les salariés actuels, mais aussi nos enfants, les jeunes pour l'avenir, ne peut pas être discutée par un gouvernement minoritaire dans le pays, même s'il est majoritaire au Parlement. Il faut aussi qu'on prenne de front à la fois la question de la sécurité, donc de la solidarité, et la question du social. Une de nos responsabilités du moment est de resolidariser les salariés contre la division qu'a choisie le gouvernement pour faire passer sa réforme des retraites.

La crise n'est pas pour tout le monde. Il y a quelques jours, BNP Paribas s'est mis 1,2 milliard d'euros dans la poche. Et tout l'été, les médias ont relayé des faits divers, du racisme, de la xénophobie. C'est pas les Mohammed qui licencient, c'est le capital ! Le 7 septembre peut être le début d'un rapport de forces dans les rues, dans les consciences, et qui oblige la gauche, les syndicats à travailler à un nouveau projet. Un nouveau projet qui repose l'être humain au centre de cette société, qui s'attaque aux questions des profits, pour redonner de nouveaux droits aux travailleurs, aux syndicalistes pour contrer les attaques patronales. Le 7 septembre est important pour le retrait de la réforme mais il faut aussi en faire un grand rendez-vous de l'emploi, des salaires, de la solidarité, des services publics, un grand rendez-vous de luttes. Le PCF a déposé un projet de loi à l'Assemblée nationale. On sait très bien que le rapport de forces ne suffira pas à faire voter ce projet de loi. C'est bien la mobilisation, et pas que sur une journée, qui permettra de gagner. On est dans une deuxième étape de cette mobilisation, et il faut donner aux salariés et au peuple cette envie de victoire, sur les libertés et les retraites.

Éric Coquerel PG



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/GP)

Ce gouvernement est un gouvernement de forfaiture, de contre-révolution. Il revient sur des acquis centenaires, démocratiques et sociaux. Le 7 septembre, nous pouvons commencer à solder les comptes, pour les salariés, les sans-papiers, tous ceux que ce gouvernement veut expulser et mépriser. C'est pour ça que le 7 septembre a une valeur qui dépasse la lutte des salariés pour les retraites. Sarkozy a dit qu'il ne céderait pas, que c'est là la logique de son gouvernement. Alors nous allons lui dire que nous allons gagner, comme nous avons gagné sur le Traité constitutionnel européen. Il devra en tirer les conséquences parce qu'il n'aura plus la légitimité de gouverner ce pays. Voilà pourquoi cette mobilisation est décisive. Voilà pourquoi il faut l'unité la plus large, rassembler les anti-

capitalistes pour changer la donne à gauche, et la doubler de l'unité de la gauche de transformation pour un débouché politique.

Une gauche qui expliquera qu'il est hors de question d'allonger la durée de cotisation, que la solution est le partage des richesses. Une gauche qui refusera d'appliquer une politique de rigueur, parce que ce n'est pas au peuple de payer la crise mais aux banques. Une gauche qui explique que pour appliquer une politique de rupture avec le capitalisme il faudra rompre avec le Traité de Lisbonne. Cette gauche doit s'unir pour représenter un espoir dans les années à venir, dans la rue, dans les urnes, parce que face à un capitalisme qui nous met dans une urgence, au niveau d'une crise sociale, écologique, démocratique, il est temps d'imposer une révolution citoyenne.

Jean-Marie ATTAC



le 7 septembre !

Anne Leclerc

NPA



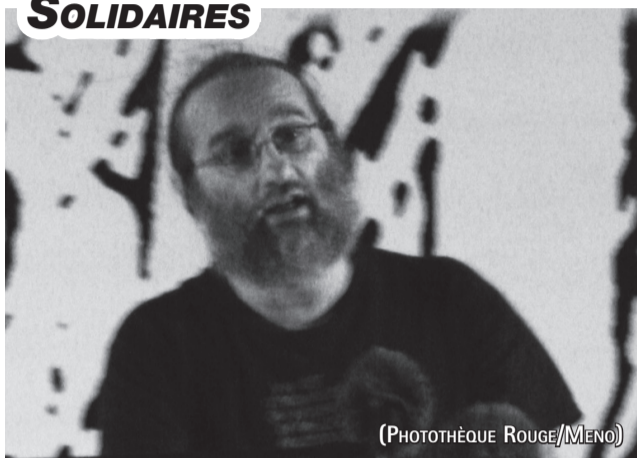
(PHOTOTHÈQUE ROUGE/GP)

Ce projet de loi, s'il touche l'ensemble du monde du travail, touche particulièrement les femmes. En effet, les conséquences d'une telle réforme, c'est l'aggravation de la situation des femmes retraitées en abaissant fortement leur taux de pension. Aujourd'hui, celui-ci est inférieur de 38% à celui des hommes. Plus de la moitié des femmes retraitées touchent une pension inférieure à 900 euros. En 2007, 63% des retraités recevant le revenu minimum contributif étaient des femmes. Seulement 39% des femmes ont validé une carrière complète contre 85% des hommes. Cette situation est le reflet des inégalités professionnelles et salariales, de la précarité qui touchent plus durement les femmes. Les carrières discontinues sont liées principalement au fait que les femmes assurent 80% des tâches d'éducation et domestiques. Cet inégal partage des tâches, comme le manque de places en crèche, ont comme conséquence des interruptions de travail pour les femmes. Et lorsqu'il s'agit de reprendre le boulot, elles payent cher au niveau des salaires, du déroulement de carrière, cette interruption. Le projet de Woerth ne prend pas en compte ces inégalités. Les réformes de 1993 et 2003 ont déjà creusé l'écart entre les hommes et les femmes. Le passage des dix meilleures années aux 25, l'allongement du nombre d'annuités ont un effet catastrophique pour les femmes retraitées. Les femmes qui entre 60 et 65 ans ont un taux très faible d'activité doivent attendre 65 ans pour toucher une retraite et ne pas subir la décote.

En repoussant l'âge du départ à la retraite de 60 à 62 ans et l'âge de départ à taux plein de 65 à 67 ans, le gouvernement fait le choix d'allonger cette période de précarité des femmes. Alors à l'occasion de la mobilisation contre le projet, il faut rendre visibles la situation des femmes retraitées et les inégalités salariales et professionnelles. Arrêtons de nous faire croire que la question des retraites est un problème démographique. Exigeons toutes et tous ensemble le retrait du projet de loi, le retour au 37,5 annuités, une retraite à taux plein à 60 ans. C'est aussi l'occasion d'exiger un rattrapage immédiat des salaires entre les hommes et les femmes, l'arrêt du temps partiel imposé, une RTT pour toutes et tous sans baisse de salaire et avec embauches correspondantes. Le 7 septembre, et après, nous serons toutes et tous ensemble dans la rue pour exiger le retrait du projet.

Christian Mahieux

SOLIDAIRES



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MENO)

La contre-réforme des retraites est une preuve que la lutte des classes existe et que la classe sociale qui n'est pas la nôtre la mène activement. Ce que nous perdons en salaires, pensions, protection sociale, les patrons et les actionnaires le gagnent en profits supplémentaires. La réduction du temps de travail est une des marques du progrès social, un phénomène continu, et les patrons s'y sont toujours opposés. De la réduction du temps de travail, la suppression du travail des enfants à la semaine de 40 heures, puis 35 heures, en passant par la journée de 8 heures et la retraite à 65 puis 60 ans, la réponse patronale a toujours été «c'est pas possible, économiquement on pourra pas». C'est rigoureusement la même chose aujourd'hui, sauf que le rapport de forces étant ce qu'il est, ils ne s'opposent pas à la réduction du temps de travail, ils veulent imposer son allongement. C'est bien de ça qu'il s'agit. C'est bien sur l'affrontement en classes sociales que se situe le dossier des retraites. Le mouvement syndical est une nouvelle fois au pied du mur. L'enjeu est-il d'obtenir quelques réunions pour faire croire à une négociation, et mettre en avant quelques reculs moindres que ceux prévus initialement, sans que le retour en arrière, le vol de nos acquis sociaux soient remis en cause ? De la réponse à cette question dépend la stratégie d'actions radicales à mettre en œuvre. Pour Solidaires, l'enjeu est l'abandon du projet de loi. Des négociations, il en faudra, mais pour améliorer le système attaqué depuis 1993, pour satisfaire des revendications anciennes du mouvement syndical, en matière de réduction du temps de travail, de lutte contre les travaux pénibles et dangereux, de compensations à ces situations. Donc des négociations, mais pas sur la base de ce projet de loi qui ne doit pas voir le jour.

Pour ça, il va falloir se battre. Réussir nos manifestations, être 1 million dans la rue comme le 27 mai, plus d'1 million comme le 24 juin, peut-être 2 millions comme le 7 septembre. C'est bien, nécessaire, indispensable, mais pas un but en soi. Réussir périodiquement des journées d'actions sur des enjeux comme celui-là, ce n'est pas suffisant pour gagner. Solidaires propose d'organiser un mouvement de grève générale. Et ce ne serait pas stupide que la dynamique soit portée par d'autres forces syndicales nationales. Cette grève générale est nécessaire pour obtenir le retrait du projet de loi, pour éviter le recul historique que gouvernement et patronat veulent nous imposer.

Gérard Filoche

INSPECTEUR DU TRAVAIL



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/GP)

J'ai bon espoir que nous défendions tous ensemble (ndlr avec le PS) jusqu'au bout la question des 60 ans. 60, pas 61 ni 62 ! À taux plein, avec 75% de redistribution, sans retraite inférieure au Smic, calculée sur les dix meilleures années, et indexées sur les salaires. C'est ça une vraie retraite à 60 ans. L'unité est essentielle, et nous avons toutes les chances de l'avoir et de gagner. Ils sèment le doute, à nous de semer la confiance. Il y a 70% de Français contre eux. Mais sur ces 70%, il y en a peut-être encore qui pensent que c'est foutu. Il dépend de nous, de l'unité, que ces opposants à cette réforme soient aussi convaincus qu'on peut gagner. Et ça se joue pendant tout le mois de septembre. Un mois de temps forts, ça permet à ceux qui sont hésitants de ne plus hésiter. Cela veut dire aussi qu'il faut être clair sur le fond, exiger un retrait inconditionnel à 60 ans, sans ambiguïté. Pour les gens qui arrivent à 57, 58, 59 ans, fatigués, une infirmière qui a couru pendant 35 ans dans les services de l'hôpital, un instituteur qui a déjà fait 35 rentrées... la biologie du corps humain n'a pas changé. Ce n'est pas parce qu'on nous dit qu'il va y avoir des centaines qu'on change pour autant entre 55 et 60 ans. Si on calcule notre feuille de congés payés, nos semaines de vacances, c'est parce qu'on les attend ! On a besoin, avant d'être en difficulté physique ou mentale, de profiter de la vie. Les plus belles années de la retraite sont entre 60 et 65 ans. Les plus dures années au travail sont entre 60 et 65 ans. Et c'est ce qu'ils veulent nous voler ! Alors que l'espérance de vie en bonne santé, c'est 63 ans en moyenne pour les hommes et 64 ans pour les femmes. Ces années sont précieuses, c'est une conquête ! Comme il ne voulaient pas des 35 heures ni des congés payés, ils veulent nous reprendre ça. C'est un combat de société, un combat de classes, où le salariat est majoritaire dans ce pays. 92% de la population active produit toutes les richesses de ce pays et ne reçoivent pas la part qu'ils méritent. Le salariat de ce pays est en droit non seulement de garder ses retraites mais, pour ceux qui sont en pénibilité physique ou mentale, de partir à 55 ans. Qui n'a pas regardé un homme derrière son marteau-piqueur à 55 ans ? Il a une espérance de vie de 61, 62 ans. Le Medef parle de pénibilité au cas par cas, pour les handicapés qu'on enverrait directement du travail au tombeau. 60, c'est l'objectif que nous avons gagné, que nous devons garder. Pas un an de plus, pas un euro de moins. Vive nos retraites à 60 ans !

Harribey



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/GP)

Six mois de simulacres de concertations, de mensonges envers la société et de propos rassurants envers les marchés financiers, ça suffit ! Il n'existe qu'une seule solution à ce conflit : le retrait immédiat de ce projet pour construire un projet alternatif. Cette réforme démantèle le droit à la retraite, tout en accordant les meilleures largesses aux classes dominantes et la purge pour les pauvres. Dans un contexte de crise financière qui a désagrégé les dépenses publiques, on fait payer les pauvres pendant que les riches continuent de s'enrichir.

Il faut construire un projet alternatif parce que les enjeux sont multiples. Il faut travailler moins et pas plus. Il faut partager les gains de productivité et pas les polariser à un pôle de la société. Il faut réduire les inégalités. Et il faut une retraite à 60 ans pour pouvoir jouir des meilleures années qui séparent la fin de la vie active de l'échéance

finale. Pour cela, il y a une solution, qui est maintenant dans le débat public, c'est faire payer les revenus du capital, soumettre à cotisation tous ceux qui ne le sont pas pour l'instant.

Nous allons tout faire pour empêcher que ce projet aboutisse, en nous associant totalement aux manifestations organisées par les sections syndicales. Nous savons maintenant que la grève générale devient de plus en plus nécessaire pour faire plier ce projet. Nous allons continuer de mailler le territoire jusqu'au moindre recoin du pays, dans toute la lignée de l'appel national qui a été lancé par Attac et Copernic, qui réunit maintenant une très large palette de tout le mouvement social.

Le 7 septembre doit devenir le jour où la société tout entière se saisit du débat sur les retraites. Telle était notre intuition lorsque nous avons lancé cet appel : gagner en transformant le débat sur les retraites en débat de société,

en choix de société. Et nous nous trouvons dans une situation inédite : tous les peuples européens sont confrontés à une situation que la crise du capitalisme rapproche aujourd'hui, parce que les plans d'austérité mettent à mal les droits des salariés, les conquêtes sociales, pour le plus grand bénéfice du capital. Le mouvement social français doit être une pierre dans la construction de ce mouvement social européen dont on aura l'échéance le 29 septembre. Il faut faire naître cette insurrection civique qui dépasse un conflit syndicats-patronat, parce qu'il y a un véritable enjeu de société pour préparer l'avenir. La démocratie est menacée par la stigmatisation des immigrés, des Roms et par-delà, de tous les membres du salariat. Le vent de la révolte a sonné, le vent de la révolte ne tombera pas.

Alain Lipietz

LES VERTS



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/GP)

La question de l'unité la plus large sera peut-être la première difficulté que nous aurons à franchir dans les semaines qui viennent. En avril, quand on regardait les sondages, les discours, nous étions minoritaires. Et aujourd'hui, la situation a changé du tout au tout au niveau de la perception. C'est une bataille entre le capital et le travail sur le partage de la valeur ajoutée. Dans un certain volume de temps de vivre, le capital doit céder davantage de temps libre devant le salariat. Si le capitalisme pouvait très bien fonctionner pendant les années 1970 avec un certain niveau de partage de la valeur ajoutée, alors que 10% de moins reviennent aujourd'hui au salariat et qu'on n'a besoin que de 3% de plus pour financer les retraites jusque 2050, on sait qui doit payer. Récupérons ce qu'ils nous ont volé et il y a largement de quoi non seulement garder notre retraite mais en plus revenir sur la réforme de Raffarin.

Le passage à la retraite, l'allongement de la durée de vie est aussi une chose que nous gagnons sur le capital et sur la mort. Nous avons besoin de ce temps où nous sommes libres du capital.

Le principal obstacle dans les prochaines semaines, c'est l'attente des élections pour revenir sur cette réforme. Il faut dire non à cette argumentation, rappeler ce qui s'est passé en 1995. La manifestation du 4 septembre peut être une formidable amorce pour le 7. Si nous ne gagnons pas dès le mois de septembre, je ne suis pas sûr que nous pourrions gagner en 2012. Les batailles se mènent d'abord sur le terrain social, allons-y!

Aznan Djebara

UNEF



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/GP)

sociaux majeurs. Nous refusons de plier devant les fausses évidences et voulons ramener le débat sur l'avenir des retraites à la question fondamentale: celle de la répartition de la richesse produite dans une société moderne. La présence des jeunes générations dans cette bataille est indispensable. Le gouvernement l'a bien compris quand il évoque en permanence les jeunes au nom desquels il déclare vouloir sauver les retraites par répartition. Il a engagé une bataille idéologique pour pousser à la résignation, au fatalisme, pour dresser les jeunes au libéralisme et leur faire baisser les bras. Évidemment les jeunes ont des doutes, ils ont perdu confiance dans le système de retraites par répartition. Pas parce qu'ils le rejettent, mais parce qu'ils savent compter. Aujourd'hui, un jeune s'insère à partir de 27 ans sur le marché du travail. Comment peut-il avoir une retraite à 60 ans? Les jeunes ont peur et le gouvernement en joue pour faire passer sa réforme en force. Mais il a tort de considérer que cela lui donne carte blanche pour allonger la durée du temps de travail au nom des générations futures.

Les jeunes ont exprimé ces dernières années un même malaise: celui d'une génération qui refuse la précarité, les discriminations, les inégalités, l'absence de reconnaissance. Par leurs mobilisations, notamment contre le CPE, les jeunes ont posé des exigences claires. Ils refusent que leur avenir

dépende de logiques comptables à court terme, sont attachés à la solidarité entre les générations, refusent de vivre moins bien que leurs parents au même âge. Voilà pourquoi ils refusent de s'habituer à vivre sans retraite solidaire ni droits sociaux garantis. Ils refusent que leur droit à l'avenir soit remis à cause, d'épargner pour leurs vieux jours dans les fonds de pensions. Que Sarkozy soit rassuré: les jeunes ont bien compris que son message, c'est que la retraite n'est plus pour les jeunes d'aujourd'hui, et qu'il n'en doute pas, nous serons au rendez-vous le 7 septembre, car la retraite est l'affaire de tous.

Les jeunes ne sont pas des sous-salariés ni des sous-citoyens. Ils contribuent à la production des richesses, qu'ils soient salariés, en stage ou en formation. Et nous devrions en retour n'avoir aucun droit social, aucune protection sociale pendant la formation et aucun droit à cotiser pour nos retraites? L'Unef a donc pris l'initiative de réunir dix-neuf organisations de jeunesse pour lancer un appel unitaire et faire entendre la voix de ceux qui cotiseront demain. Nous affirmons la volonté des jeunes de se battre pour conserver notre système solidaire. Il est urgent d'inclure le temps de formation et les années d'études dans le calcul des annuités pour un droit à la retraite, ainsi que le temps d'inactivité forcée. Il y a urgence politique à rééquilibrer un système injuste et inégalitaire.

À l'heure où le gouvernement joue sur les peurs, la dramatisation, pour rendre inéluctable un nouvel allongement de la durée de cotisations, il est nécessaire que nous disions ensemble que nous ne nous laisserons pas voler ce débat. Nous refusons cette dramatisation au nom de laquelle le gouvernement entend faire passer des reculs

Richard Neuville

LES ALTERNATIFS



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/GP)

L'offensive de la finance, du Medef et des droites s'exerce sur quatre terrains: peser sur les salaires, démanteler les services publics, faire reculer au maximum le salaire socialisé, mettre les choix économiques et sociaux hors de la délibération et de la décision populaire. Cette offensive néolibérale du capitalisme s'articule avec le renforcement d'un État autoritaire aux relents clairement xénophobes et racistes.

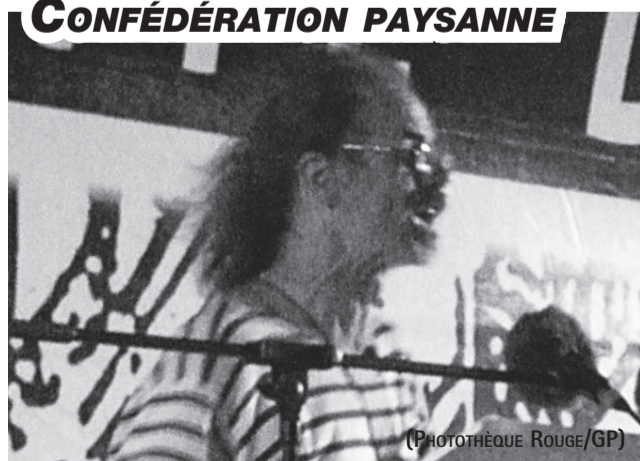
L'attaque contre le système des retraites est d'abord une réponse brutale pour satisfaire les exigences des spéculateurs et des agences de notation. Partout en Europe, ce sont les travailleurs qui payent. Pourtant les marchés en veulent encore plus, toujours plus! Cette contre-réforme est un élément de plus dans la précarisation. Les plus écrasés et menacés des classes populaires sont touchés de plein fouet par le recul de l'âge de la retraite, alors que le chômage atteint des sommets, avec 4,5 millions d'inscrits à Pôle emploi. Il s'agit d'une

réforme injuste dont le financement est inégalement réparti. Alors que le déficit des régimes de retraite n'est que de 32 milliards d'euros, il suffirait de revenir sur les exonérations de cotisations sociales qui coûtent la bagatelle de 46 milliards pour financer le système.

Gagner contre le Medef et le gouvernement ouvrira l'espoir d'une alternative. Mais la décomposition politique et sociale peut ouvrir un nouvel espace à l'extrême droite. Il est donc de la responsabilité de la gauche de gauche de ne pas se contenter de l'unité sociale mais de créer les conditions d'une convergence politique pour en finir avec celle-ci. Nous ne voulons pas avoir le choix entre le candidat du FMI et celui du CAC40. Le mouvement en France sera observé dans toute l'Europe et une victoire contre le diktat de la finance aura des répercussions pour tout le mouvement social européen.

Michel David

CONFÉDÉRATION PAYSANNE



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/GP)

Les retraites des paysans sont les retraites les plus minables des travailleurs et les paysans sont parmi les travailleurs qui ont le taux le plus important de suicides. 40% des paysans touchent moins de 400 euros de retraite et 75% moins de 700 euros. Et quand ils veulent s'installer, leur seul recours, c'est vendre un bout de leur terre pour payer leur retraite, et les terres sont vendues à des gens qui veulent construire des golfs. Nous voulons des retraites dignes pour les paysans. C'est pour cela que nous serons avec les travailleurs dans les rues. Et si nos vaches ne veulent pas faire la grève générale, nous essaierons de vous nourrir pendant ce temps.

Je vais vous parler des sans-droits de l'agriculture qui sont des sans-retraites. Ce sont d'abord des femmes qui ne sont en général que des conjointes d'exploitations, c'est-à-dire des exploitées sans droits. Il y a les sans-papiers, les sans-terre et il y a les sans-retraite dans l'agriculture. 10% des paysans qui cotisent à la Mutualité sociale agricole (MSA) n'ont aucun

droit à la retraite car le Medef et la FNSEA imposent une surface minimum d'installation pour avoir droit à la retraite. 10% des paysans, ceux qui sont en Amap, en alternatives en agriculture, n'ont pas assez de surface et ils cotisent sans droits. La FNSEA dirige la MSA comme elle dirige le Crédit agricole, qui ouvre des agences en Chine chaque mois.

Il faut piquer le fric au capital et à Madame Bettencourt qui touche 2 millions d'euros par semaine de dividendes sur le capital de Nestlé et de la coopérative Lactalis avec 3% du capital de Nestlé. Pendant ce temps, on ne peut pas payer le lait au prix du travail et on dit aux ouvriers de Nestlé et de Lactalis qu'ils doivent travailler deux, trois ou quatre années de plus pour avoir leur retraite. Il faut piquer le fric aux actionnaires et le distribuer pour les retraites.

Tous ensemble dans la rue le 7 septembre!

MÉMOIRE

Il y a 70 ans, l'assassinat de Trotsky

Le 20 août 1940, l'agent stalinien Ramón Mercader assénait un coup mortel à Léon Trotsky dans son refuge mexicain de Coyoacán. À l'occasion de cet anniversaire, il faut repenser l'horizon de notre lutte socialiste et sauvegarder la mémoire que l'infamie prétend parfois inhumer. L'article de Daniel Bensaïd ci-dessous a été écrit il y a dix ans pour l'hebdomadaire Rouge. Sa lecture garde toute sa validité.



Leon Trotsky, entouré de deux de ses gardes de sécurité, au Mexique. (DR)

Trotsky, un passeur du siècle

Pourquoi cet assassinat? Si on laisse de côté la personnalité perverse de Staline, il faut repartir des derniers combats de Trotsky, c'est-à-dire, toute la période mexicaine durant laquelle il mène principalement trois grandes luttes dans une phase d'effondrement de l'espérance.

Il veut d'abord empêcher toute confusion possible entre révolution et contre-révolution, entre la phase initiale d'Octobre 1917 et le Thermidor stalinien. Il le fait notamment en organisant dès son arrivée au Mexique (janvier 1937), au moment du deuxième procès de Moscou, la commission d'enquête internationale présidée par le philosophe américain John Dewey. Cinq cents pages de documents démontent le mécanisme de la falsification, des amalgames politiques. Le deuxième combat est la compréhension des enchaînements vers une nouvelle guerre, dans une phase où allaient s'exacerber les chauvinismes et s'obscurcir les enjeux de classe. Enfin, le troisième combat, lié aux précédents, c'est celui de la fondation d'une nouvelle internationale, - proclamée en 1938, mais projetée au moins cinq ans auparavant, dès la victoire d'Hitler en Allemagne - qu'il ne concevait pas comme le rassemblement des seuls marxistes-révolutionnaires, mais comme un outil tourné vers les tâches du moment. C'est dans ce travail que Trotsky a pu, à ce moment, se vivre comme « irremplaçable ».

Temps des défaites

Il se trompe dans ses pronostics, lorsqu'il fait un parallèle entre les événements qui ont suivi la Première Guerre mondiale et ceux qui pourraient résulter de la deuxième. L'erreur réside dans le fait que les mouvements ouvriers se trouvent alors dans des situations très différentes. Dans la Seconde Guerre mondiale se cumulent beaucoup de facteurs; mais ce qui est majeur, c'est sans doute, la contre-révolution bureaucratique en URSS dans les années 1930. Avec un effet de contamination sur l'ensemble du mouvement ouvrier et sa composante la plus révolutionnaire. Il y a une sorte de quiproquo, dont la

désorientation de beaucoup de communistes français devant le pacte germano-soviétique est la plus parfaite illustration. Mais se rajoutent des défaites majeures, comme la victoire du nazisme en Allemagne et du fascisme en Italie, la défaite de la guerre civile espagnole, l'écrasement de la deuxième révolution chinoise. Une accumulation de défaites sociales, morales et même physiques, que nous avons du mal à imaginer. Mais on ne peut jamais considérer que tout est joué d'avance.

Une des erreurs importantes de Trotsky, c'est d'avoir imaginé que la guerre signifierait de manière inéluctable la chute du stalinisme, comme la guerre franco-allemande de 1870 avait signifié l'arrêt de mort du régime bonapartiste en France. Nous sommes en 1945 au moment du stalinisme triomphant, avec ses aspects contradictoires. Tout cela est très bien illustré dans le livre de Vassili Grossman, *Vie et destin*, autour de la bataille de Stalingrad. À travers les combats, on y voit la société s'éveiller, et même échapper en partie à l'emprise bureaucratique. On peut envisager l'hypothèse d'une relance de la dynamique d'Octobre. Les vingt ans écoulés depuis les années 1920 sont un intervalle court. Mais ce que dit le livre de Grossman ensuite est imparable. Staline a été sauvé par la victoire! On ne demande pas de comptes aux vainqueurs. C'est le gros problème pour l'intelligence de cette époque.

Les implications théoriques sont importantes. Dans sa critique du totalitarisme bureaucratique, si Trotsky voit très bien la part de coercition policière, il sous-estime le consensus populaire lié à la dynamique pharaonique, même au prix fort, conduite par le régime stalinien. C'est là un point obscur qui mériterait d'être repris.

Cela dit, après la guerre, il y a des responsabilités spécifiques des partis. Dans le cadre du partage du monde - la fameuse rencontre Staline Churchill, où ils se partagent l'Europe au crayon bleu -, il y a eu des poussées sociales importantes, ou pré-révolutionnaires; en France, avec des forces en partie exsangues, mais davantage en Italie et en Grèce. Et là, on peut franchement parler de trahison, de subor-

dination des mouvements sociaux aux intérêts d'appareils. Cela ne veut pas dire automatiquement une révolution victorieuse, mais une dynamique de développement et une culture politique du mouvement ouvrier à coup sûr différentes. Ce qui ménage d'autres possibilités. Il faut quand même rappeler le fameux « *il faut savoir terminer une grève* » du secrétaire général du PCF Maurice Thorez, où l'attitude du PC italien au moment de l'attentat contre Togliatti. Mais le pire et le plus tragique ont été la défaite de la révolution espagnole et le désarmement de la résistance et de la révolution grecque. Puis, le vote stalinien au projet de fédération balkanique, pourtant la seule solution politique, et qui le demeure, face à la question des nationalités dans les Balkans.

Le nécessaire et le possible

Au total, le destin tragique de Trotsky illustre la tension entre le nécessaire et le possible. Entre la transformation sociale répondant aux effets d'un capitalisme pourrissant, et les possibilités immédiates. On trouve cela déjà en lisant la correspondance de Marx. Quant à l'apport théorique et stratégique, il est considérable. Notamment dans l'analyse du développement inégal et combiné des sociétés, en commençant par la Russie dès 1905, ou la perception des modalités actuelles de l'impérialisme. Mais là où il est irremplaçable, malgré des lacunes, c'est dans l'analyse du phénomène inédit à l'époque, et difficilement compréhensible, de la contre-révolution stalinienne. De ce point de vue, Trotsky est un passeur. Ce qui ne signifie pas une référence pieuse ni exclusive. Nous avons au contraire pour tâche de transmettre une mémoire pluraliste du mouvement ouvrier et des débats stratégiques qui l'ont traversé. Mais dans ce paysage et ce passage périlleux, Trotsky fournit un point d'appui indispensable.

Daniel Bensaïd (1946-2010)

Homage

Georges Fontenis (1920-2010)

Nous avons appris début août le décès de Georges Fontenis. Nombreux parmi nous sont ceux qui ont croisé la route de ce militant libertaire au cours des décennies précédentes. Il faut dire que Georges Fontenis n'était pas un militant anarchiste ordinaire. Porteur d'une conception non sectaire de l'anarchisme, il a joué un grand rôle dans l'affirmation en France du courant communiste libertaire dont l'écrivain Daniel Guérin s'est fait le théoricien. Secrétaire de la Fédération anarchiste dans l'immédiate après-guerre, il a contribué à la transformation de cette organisation en une Fédération communiste libertaire (FCL) dont les positions rompaient avec l'immobilisme de l'anarchisme traditionnel, notamment face à la guerre d'Algérie. La FCL s'était en effet engagée pleinement dans le combat anticolonialiste et c'est la répression qui a finalement eu raison d'elle en 1956. Fontenis fait alors partie des nombreux camarades arrêtés.

Après sa sortie de prison, il participe à la *Voie communiste*, revue de critiques et de débats qui permet la confrontation de dissidents issus du PC à des militants trotskistes ou libertaires. En Mai 68, le Comité d'action révolutionnaire de Tours, qu'il contribue à animer, rédige un projet de plateforme pour une organisation révolutionnaire. En fait c'est à la renaissance et à l'affirmation du courant communiste libertaire que Georges Fontenis participe durant les années d'après-Mai. L'actuelle Alternative libertaire, née en 1991, en est l'ultime émanation. Elle lui doit beaucoup. Nous saluons la mémoire et le parcours d'un militant révolutionnaire dont les réflexions, précieuses, ont souvent rejoint les nôtres.

Stéphane Moulain

Tout est à nous! appel à rédactrices et rédacteurs

Tout est à nous! cherche à élargir son réseau de contributeurs et contributrices bénévoles à la rédaction de ses articles ou de ses brèves. Les contributions peuvent être ponctuelles ou régulières. Si vous avez des propositions à nous soumettre, sur des sujets sociaux ou culturels, sur ce qui se passe dans votre localité ou lieu de travail, n'hésitez pas à prendre contact avec la rédaction du journal en écrivant à : redaction@npa2009.org Tout est à nous! Y compris la presse du NPA!

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2010 Deuxième succès estival

Avec la participation de 1100 personnes, cette deuxième université d'été du NPA a montré la vigueur de la réflexion du parti et permis des échanges démocratiques dans une ambiance studieuse mais toujours détendue.

S'appuyant sur l'expérience d'une première édition encourageante, notre université d'été était construite autour de 72 réunions de discussion et formation en journée, d'ateliers pratiques en fin d'après-midi, et de soirées autour de projections et d'invités. Se partageant entre neuf salles et chapiteaux (portant le nom de figures du mouvement ouvrier), un public composé de militantEs et de sympathisantEs a pu réfléchir, apprendre ou tout simplement se divertir à (presque) toute heure du jour... et de la nuit ! Réunissant entre 30 et 250 personnes, les séances du cycle central «pour un socialisme du XXI^e siècle» ont, dans la diversité des thèmes abordés, permis d'avancer sur notre projet de société. Bilan du siècle passé, démocratie, autogestion, planification, écologie, expériences actuelles de luttes, stratégie : rien n'a été laissé de côté pour permettre, avec la participation active des militantEs et sympathisantEs, de développer une réflexion collective opposée au prêt-à-penser capitaliste,

pour une nouvelle perspective d'émancipation. Pour le reste de la journée, si l'on résistait à l'attrait de la plage, il n'y avait que l'embarras du choix. Zapping... Un petit tour en Corée du Sud ou en Équateur avec des militantes anticapitalistes venues de ces pays. Des ballades culturelles avec l'académicien Angelo Rinaldi invité par la Société Louise-Michel ou l'écrivain cinéaste Gérard Mordillat. Un voyage au pays des crapules avec un Edwy Plenel passionnant sur l'affaire Woerth-Bettencourt. Des voyages dans «notre» histoire en compagnie de Marx, Bakounine ou Louise Michel. Et des échanges parfois vifs mais indispensables autour de la question religieuse, de la laïcité et du féminisme réunissant entre 150 et 250 personnes suivant les réunions. En soirée, des salles comblées de 300 personnes ont accueilli Gérard Mordillat pour l'adaptation de à l'écran son œuvre *Les vivants et les morts* et Stéphane Mercurio, fille du dessinateur Siné à qui elle a consacré un film, *Mourir? Plutôt cre-*

ver!, à l'image de son père, provocateur et terriblement subversif. Et des dizaines et des dizaines de spectateurs pour discuter après des projections de la légalisation du cannabis avec Jean-Pierre Galland ou de la lutte des travailleurs sans papiers avec cinq sans-papiers parisiens venus de différents secteurs mobilisés. Et bien entendu, le vendredi soir un meeting revigorant – en plein «vent de révolte» – de plus d'un millier de participants où notre porte-parole Olivier Besancenot et des représentants de la gauche sociale et politique ont tracé ensemble la perspective commune de cette rentrée : faire ravalier à Woerth et Sarkozy leur projet de loi néfaste. Important rendez-vous annuel désormais indispensable, grand brassage des idées qui font le NPA, cette deuxième édition en appelle évidemment d'autres. Pensez à réserver la fin du mois d'août 2011 pour en être.

Commission Université d'été

des thèmes et des débats...

Luttes sociales et syndicales. Plusieurs ateliers animés par la Commission intervention sur les lieux de travail (Cilt) portaient sur l'organisation du travail, ses effets sur notre santé et la nécessaire transformation de cette organisation dans le socialisme du XXI^e siècle. Loin de bénéficier des avancées technologiques, nos conditions de travail se sont dégradées au rythme des réorganisations de la production : le taylorisme n'a pas disparu et s'étend à l'ensemble des activités. Ceci est aggravé par la suppression des temps de pause, de respiration, de possibilités d'échapper au travail dominé : chasse aux pauses, aux temps morts, contrôles renforcés grâce aux nouvelles technologies, effacement de la séparation temps de travail-temps privé. Avec l'individualisation du travail, ce sont de nouvelles formes de violence au travail qui viennent s'ajouter aux traditionnelles. L'augmentation du nombre des maladies professionnelles, des troubles musculo-squelettiques et des suicides met en évidence la violence du travail salarié, aliéné, pendant que le chômage massif affaiblit les défenses collectives. Mais cela ne suffit pas aux

employeurs et à l'État qui s'attaquent à la médecine du travail, aux possibilités de défense juridique.

À partir de ce constat mais en interrogeant à la fois l'existence d'un plaisir, d'une fierté au travail et les ripostes existantes, un autre atelier tentait de définir une autre organisation. Décisions collectives sur ce qu'on produit et comment on le produit, diminution du temps de travail, autant de pistes sur lesquelles nous devons engager des mobilisations dès maintenant.

Et c'est bien à propos de mobilisations que plusieurs ateliers ont débattu des stratégies syndicales. L'histoire montre que les confédérations ont rarement été à l'initiative des grandes mobilisations. C'est en nous appuyant à la fois sur des structures syndicales et les mobilisations existantes qu'il sera possible de modifier le rapport de forces largement dégradé par des dizaines d'années de crise économique, de chômage et de reculs sociaux. Tâche colossale mais incontournable, à laquelle nos débats nous ont, un peu, préparés.

Écologie. La question écologique fait partie intégrante du projet global anticapitaliste et socialiste que nous prônons. Les différents ateliers et débats sur ce thème ont mis en avant plusieurs aspects de cette question : le productivisme, l'écosocialisme, la crise écologique, la décroissance, l'agriculture paysanne et les alternatives à proposer. La crise écologique est une crise de civilisation. Elle appelle un changement radical de société qui met en cause les systèmes productivistes : le capitalisme en tête (fût-il «vert») mais également le communisme et le socialisme qui n'intègrent pas intrinsèquement la question écologique, d'où la notion émergente d'écosocialisme. Afin de construire ce projet de société de la manière la plus unitaire, des organisations politiques ont été conviées à un débat sur les alternatives politiques à apporter au capitalisme. Des représentants des Objecteurs de croissance, des Alternatifs, des Verts, du PCF et du PG ont ainsi partagé leurs visions et leurs revendications, sur le terrain social et politique. Des divergences demeurent, notamment sur la sortie du nucléaire et l'attente d'échéances électorales pour changer

le système, mais la mise en cause du productivisme est clairement partagée.

Elle l'est également lorsqu'il s'agit de fustiger l'agriculture industrielle, qui détruit l'environnement et contribue à la malnutrition mondiale et la précarité dans laquelle vivent la plupart des agriculteurs. Le retour à l'agriculture paysanne et non-marchande, le refus des OGM, la liberté des producteurs et des consommateurs de choisir réellement des produits de qualité, la juste répartition des terres et des richesses sont quelques exigences nécessaires pour nourrir la planète tout en préservant les ressources naturelles.

Enfin, un débat sur la décroissance a permis de s'interroger sur notre mode de vie matérialiste. Le revenu d'existence, revendiqué par les décroissants, a également suscité des interrogations. En effet, il pose la question de la place du travail dans un projet écosocialiste de modification du monde.

Autant de débats en perspective pour alimenter le grand chantier qu'est la sortie du capitalisme.

Quartiers populaires. Comme l'an passé, plusieurs ateliers/débats ont traité de la situation dans les quartiers populaires. Ainsi, Omar Slaouti, Fadila El Miri et Mohamed Bensaada ont exposé les difficultés auxquelles sont confrontés les habitants. La crise économique actuelle aggrave encore le chômage et la précarité qui touchaient les quartiers populaires depuis longtemps déjà. Dans ces conditions, il est évidemment difficile de faire émerger une conscience de classe chez ceux que l'on renvoie toujours à leur spécificité. Ainsi, les intervenants rappelaient que «La marche pour l'égalité» de 1983 n'était plus aujourd'hui connue que sous le nom de «marche des Beurs» ! De même, l'engagement politique est compliqué lorsque les partis de la gauche traditionnelle ont une forte tendance à utiliser les habitants des quartiers populaires comme alibis et quotas sur des listes, mais sans jamais mettre en œuvre des politiques qui améliorent la situation de ces quartiers. Néanmoins, pour le NPA, l'intervention dans les quartiers populaires est cruciale, comme l'expliquaient les camarades de Marseille lors d'un deuxième atelier consacré aux enjeux de l'action politique dans les quartiers. Enfin, de nombreux militantEs se sont pressés sous un chapiteau pour débattre longuement avec

les camarades du Comité quartiers populaires d'Avignon pour revenir sur les événements de l'année. Au final, nombreux sont ceux qui en sont sortis convaincus que ce travail est indispensable.



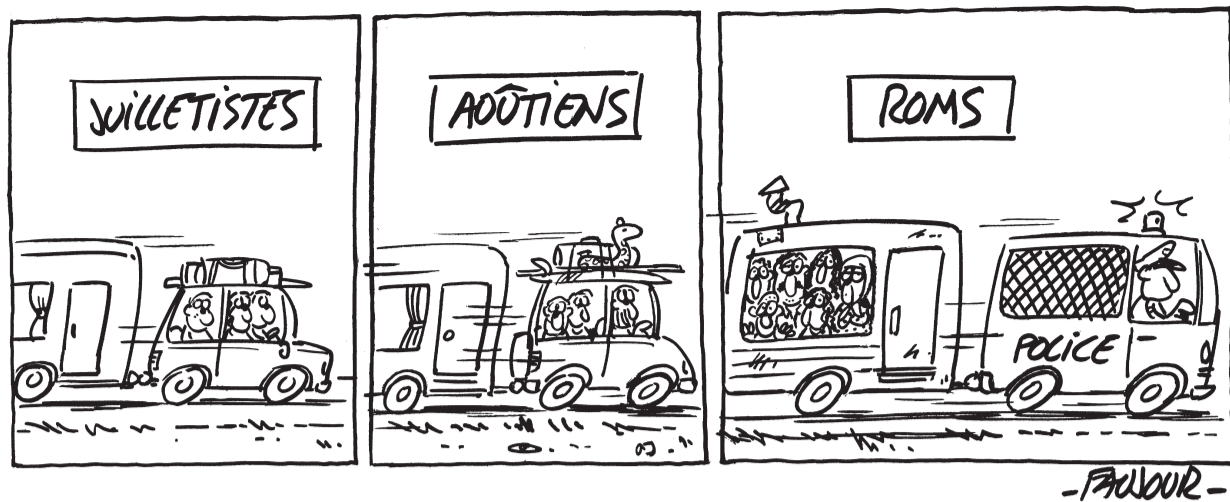
(PHOTOTHÈQUE ROUGE/DA)



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MIENO)



Débat pendant un atelier Quartiers populaires. (FLORENCE ALLÈGRE)



Ne parlez pas de Vichy à Hortefeux. Quatre militants de RESF et de Soif d'utopies sont poursuivis par le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, pour avoir comparé les méthodes employées par le gouvernement concernant l'arrestation des enfants de sans-papiers à celles de Vichy. Il sont convoqués au tribunal de grande instance de Tours (Indre-et-Loire), le 16 septembre. Ainsi, Brice Hortefeux, lui-même condamné pour injure à caractère racial, ne supporte pas la liberté d'expression des militants et le droit de faire des rappels historiques. Il s'agit de les criminaliser et de les traîner devant les tribunaux. Mais il aura beaucoup de travail car Jean-Pierre Grand, député UMP de l'Hérault, dénonçant à juste titre l'expulsion des Roms, a lui aussi parlé de « méthodes qui rappellent les rafles pendant la guerre ». Pétition de soutien : <http://baleiniers.org/la-petition>

De l'art de faire baisser les chiffres du chômage. Contrairement à ce que claironne le gouvernement, le chômage ne recule pas. Une des façons de truquer les statistiques est d'augmenter le nombre de radiations de chômeurs inscrits à Pôle Emploi. Il y a environ 500 000 radiations par an. Comme en témoignent des chômeurs sur le

site Recours radiations, il suffit parfois d'arriver quelques minutes en retard à un entretien ou de ne pas réussir à répondre à un entretien téléphonique fixé à une date précise pour être radié et se retrouver sans aucune indemnité pendant au minimum deux mois. Une autre méthode consiste à envoyer des chômeurs vers des sociétés privées de coaching ou de formation plus ou moins sérieuses qui s'enrichissent grâce au « marché » des chômeurs.

Pour la réouverture de la cardiologie à l'hôpital de Mantes-La-Jolie. Fermeture brutale et stupéfiante le 1^{er} juillet et nouvel exemple de l'application de la loi Bachelot de casse du service public de santé. À terme, la pérennité du service cardiologie et de tout le plateau technique (réanimation, neurologie) est mise à mal. Sous prétexte du nombre fatidique et arbitraire de 350 actes annuels à atteindre et pour ne laisser que quatre services de ce type dans le département des Yvelines au lieu de six, l'Agence régionale de santé (ARS), présidée par Claude Evin, ancien ministre socialiste de la Santé, n'hésite pas à brader un service qui était très prometteur, il y a six mois, après un gros investissement financier en matériel et formation. On nous parle de sécurité pour les patients alors que la population du secteur

est particulièrement sujette à des problèmes cardiaques du fait de son origine (Maghreb et Afrique) mais il faudra se rabattre sur le privé à 45 minutes de trajet... Les usagers et le personnel mobilisés dans le très actif Comité Coeur-hôpital-Mantes (coeur.hopital.mantes.over-blog.com) ont déjà récolté, en plein été, près de 4000 signatures demandant un délai d'essai de dix-huit mois du service. Alors ouvrons la pour la réussite des initiatives de septembre : réunion publique le 9 à l'Agora, rassemblement devant l'hôpital le 16 à 15 heures et manifestation devant le Palais de justice de Mantes le 25 à 10 heures.

La « Marche vers Bruxelles » a fait étape à Toulouse. Comme leurs illustres prédécesseurs de 1936, c'est après avoir franchi à pied les Pyrénées que les « Marcheurs vers Bruxelles » ont rejoint Toulouse, douze jours après leur départ de Saragosse. Ces militants de la CGT espagnole, de la CNT, d'Izquierda Unida-IU, d'Izquierda Anticapitalista-IA, et de nombreux mouvements sociaux aragonais, vont parcourir 1 500 km en 45 jours, pour atteindre Bruxelles le 29 septembre. Nous avons accueilli ces militantEs révoltés par la rigueur imposée dans l'État espagnol alors

Le chiffre
1,2%

C'est le pourcentage d'étudiants parisiens qui peuvent être logés en résidence universitaire. La pénurie de logements pour les étudiants en France est énorme. Les Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous) ne proposent en France que 161 300 chambres en résidences universitaires pour 2,2 millions d'étudiants, dont plus de la moitié ne vivent pas chez leurs parents. L'immense majorité de ces derniers est obligée de rechercher un logement dans le secteur privé aux loyers très élevés.

que les responsables de la crise s'enrichissent toujours impunément : « on profite de nos étapes pour mobiliser pour la grève générale du 29 septembre » confie Mariano d'IA, « Notre revendication ? Partage du travail et des richesses ! » Pour s'opposer aux mesures de l'ensemble des gouvernements européens, « on va clouer nos revendications sur la porte du Parlement européen » et constituer un « front européen de résistance au néolibéralisme », en tissant des liens avec ceux qui organisent la solidarité et l'hospitalité des marcheurs. Une dizaine de marcheurs toulousains ont chevauché le « serpent orange » (couleur de leurs gilets) pour traverser les quartiers du Mirail, Reynerie, Bagatelle, et rejoindre le large comité d'accueil à Jean-Jaurès. Les comités NPA aident les marcheurs durant l'ensemble de leur parcours, avec les autres organisations du collectif de solidarité : Solidaires, FSU, Attac, CNT, AL. À suivre !

Situation précaire pour les Roms de Choisy. Dimanche 29 août, une centaine de personnes issues d'associations, partis politiques et de simple citoyens qui se sont mobilisés ces dernières semaines s'est réunie au gymnase Joliot-Curie de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) pour exprimer sa

solidarité envers les 56 Roms dont une vingtaine d'enfants, expulsés le 12 août du terrain qu'ils occupaient dans la commune. La violence et la précipitation de la destruction du camp ont été soulignées par les différents intervenants. À l'issue de l'opération de la force publique, des femmes et des enfants, certains en bas âge, étaient jetés à la rue, sans aucune solution de logement. Sur les 60 Roms, moins d'une dizaine ont accepté l'aide financière au retour qui leur étaient proposée, en dépit des menaces de les soumettre à des obligations de quitter le territoire (OQTF). En effet, après une errance de près de dix ans dans le département au gré des évacuations, la plupart n'ont plus de réelles attaches en Roumanie. C'est dans ce contexte que la mairie PCF de Choisy-le-Roi a ouvert un gymnase aux familles afin de répondre à une nécessité « humanitaire ». Le maire a précisé que cette solution ne pouvait être que temporaire et que des solutions plus pérennes étaient recherchées. Il a également affirmé sa volonté de demander à l'État le remboursement des frais d'ores et déjà engagés par la commune. Un départ collectif est prévu au départ de la Gare RER de Choisy-le-Roi pour se rendre à la manifestation du 4 septembre.

PALESTINE



Dans la vieille ville d'Hebron, les Palestiniens se protègent avec des grillages sur la rue. Les colons israéliens qui habitent aux étages, jettent régulièrement ordures et détritus en tout genre par la fenêtre... (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/VINCENT)

“ NO COMMENT ”

Que tous ces méchants qui haïssent Israël comme Abou Mazen, disparaissent de notre monde.

RABIN YOSSEF, PRÊCHE HEBDOMADAIRE À JÉRUSALEM, LE 28 AOÛT.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr